



Arrens, le 7 octobre 2010

Syndicat National de l'Environnement

LETTRE OUVERTE

Laurent FAURE

Sauveplantade
07200 ROCHECOLOMBE
Tel : 06 07 01 14 05
Courriel : laurent.faure.sne@free.fr
Secrétaire Général du SNE-FSU

ET

Etienne FARAND

6 rue de Paüs
65400 Arrens Marsous
Tél : 06 37 29 60 71
Courriel : e_farand@hotmail.com
Secrétaire de la branche Espaces Protégés

**Monsieur le Ministre d'État
MEEDDM**

Hôtel de Roquelaure
246, Boulevard Saint Germain
75007 PARIS

N/REF : SNE/EF/2010-04

Objet : lettre ouverte sur les réductions budgétaires des EP en charge des Parcs Nationaux

Monsieur le Ministre d'État,

Le SNE-FSU, Syndicat National de l'Environnement de la FSU, est profondément choqué par la décalage entre vos déclarations publiques et la réalité. Le 13 septembre 2010, vous annonciez devant la presse que la création du parc national des Calanques, qui selon vous verra le jour avant la fin de l'année, serait un « *cadeau de Noël* ».

Cette déclaration nous a tous d'abord laissé pantois. Ce n'est pas tant le fait qu'elle soit fautive dans les faits. C'est surtout qu'en 2011, avec un 10ème parc national et une nouvelle mission de création de parc (Bourgogne Champagne) à financer en plus, le Ministère diminue le budget global des parcs nationaux existants de 6 millions d'euros et de 19 postes. Soit le budget de fonctionnement et près du quart des effectifs (2010) d'un parc national actuel. Et ceci seulement pour 2011, les budgets suivants (2012 et 2013) devant être de la même eau.

.../...

La stupéfaction passée, il reste le désarroi et la colère des personnels. Comment, avec moins de moyens et moins d'effectifs, pourrions-nous mener à bien nos missions et atteindre nos objectifs d'exemplarité environnementale ? Et cela alors que la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement n'est pas encore achevée. Cela alors que la France, en cette Année Internationale de la Biodiversité, a déclaré officiellement que la biodiversité était une « cause majeure pour 2010 ».

Dans ce contexte nous faisons le constat désespérant que si la communication est à la hausse, les actions concrètes sont à la baisse. Un choix dont le public comme les habitants et les élus des parcs nationaux vont comprendre rapidement les conséquences.

Il y a 50 ans, en 1960, commençait l'histoire des parcs nationaux français. Au fil du temps, ces établissements publics sont allés bien au delà de leur mission première : « protéger, connaître et faire connaître » des espaces protégés exceptionnels. Ils répondaient à la demande de plus en plus pressante de la société de se pencher sur la nature, la biodiversité et l'environnement. Ils s'impliquaient dans la coexistence des activités humaines avec la nature en général, et les grands prédateurs en particulier. Ils satisfaisaient aux grands engagements internationaux de la France (Natura 2000, plans de sauvetage européens d'espèces rares et menacées, classements au patrimoine mondial de l'humanité UNESCO, etc). Ces missions socle ont été menées de front, avec des moyens limités. Elles sont maintenant menacées par les coupes sombres budgétaires.

En avril 2006, la rénovation de la loi fondatrice des parcs nationaux a provoqué une forte augmentation de notre charge de travail. De nouvelles missions, demandant de nouvelles compétences, sont entrées dans nos attributions. L'intégration des zones périphériques (sous le nom d'aire d'adhésion) a multiplié la surface des parcs de 2 à 5 fois. Avant 2006, les zones périphériques étaient déjà un espace de travail. Mais avec la nouvelle loi l'élargissement s'est accompagné d'une charte, un projet de territoire fondé sur le développement durable. Un projet de territoire à réaliser très rapidement. Depuis 3 ans, un énorme travail de concertation est mené, qui implique l'ensemble des acteurs concernés. Toutes ces nouvelles tâches se sont superposées aux missions socle sans cesse élargies des parcs nationaux. Aujourd'hui les chartes sont en cours de rédaction et de négociation, elles vont nous engager pour les 15 prochaines années. Pour les parcs nationaux, la période est critique.

Les nouvelles charges de travail liées à la loi de 2006 ont été en partie compensées par la création de quelques postes de chargés de mission. Nos établissements, qui sont surveillés de près par l'État (budgets fixés par des COB, contrôles réguliers de la Cour des comptes, inspections par le CGEDD), ont naïvement cru profiter d'une embellie. Aujourd'hui nous constatons les dégâts : les renforts n'ont pas suffi, une urgence permanente s'est installée, qui induit mal être, stress et souffrance au travail des personnels. Ces dernières années, avec la surcharge de travail, les risques psycho-sociaux ont fait leur entrée dans notre quotidien. Les injonctions paradoxales du Ministère, qui demande plus de travail en réduisant les moyens, en sont d'autant plus insupportables.

Travailler à la protection de la nature est une tâche difficile et de longue haleine, qui mêle expertise technique et juridique, savoir-faire et concertation. Sur le terrain c'est parfois un travail dangereux (le nombre d'agents qui y ont laissé la vie en atteste). Sur les dossiers, c'est un travail difficile et délicat avec une multitude d'interlocuteurs et des enjeux complexes. Les parcs nationaux sont des établissements petits, sous dotés en personnels, et si ils fonctionnent c'est en grande partie grâce à la forte implication de chacun. Réduire nos moyens est inacceptable dans ce contexte de fragilité. C'est une décision dangereuse pour les personnels sur le terrain (les équipes clairsemées et

.../...

les agents isolés sont plus exposés aux accidents), comme pour les personnels des sièges pour qui le stress et la pression vont encore augmenter. A l'échelle du pays, c'est une décision dangereuse pour la biodiversité, dont une grande partie est représentée dans les parcs nationaux, et dont la préservation réclame une veille de tous les jours, au plus près des espèces, des milieux et des acteurs.

Pour finir, Monsieur le Ministre d'État, au delà de nos difficultés présentes et à venir, nous sommes profondément inquiets pour toutes les autres structures de l'État en charge de l'écologie et du développement durable, les services comme les établissements publics. Une attaque budgétaire aussi sévère contre les parcs nationaux, symboles de la protection de la nature, présage du pire pour ceux qui sont plus loin des feux de la rampe médiatique. Nous ne sommes pas dupes de l'annonce de la création imminente d'une Agence de la Nature. Sa naissance dans ce contexte, sous les augures de la RGPP et de postes fournis par un jeu de chaise musicale au sein du Ministère, nous paraît bien mal engagée. Tout cela relève d'une politique de casse du service public de l'environnement qui ne saurait être comprise ni par les ONG, ni par le grand public.

Dans l'attente d'une réponse, je vous prie de croire, monsieur le Ministre d'État, en l'assurance de notre très haute considération.

**Le Secrétaire de la branche
Espaces Protégés du SNE-FSU**

A blue ink signature, appearing to be 'E. Farand', written in a cursive style.

Etienne FARAND

Le Secrétaire Général du SNE-FSU

A blue ink signature, appearing to be 'L. Faure', written in a cursive style.

Laurent FAURE